

## DELIBERATION N° 0 DE L'ASSEMBLEE DE CORSE

## SEANCE DU

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le , s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

**ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.**

## L'ASSEMBLEE DE CORSE

**VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie,

**VU** la convention de délégation de service public maritime 2013-2023 conclue le 24 septembre 2013 avec le groupement SNCM-CMN, et notamment ses articles 16,40 et 43,

**VU** le jugement du Tribunal Administratif de Bastia en date du 7 avril 2015 (Req n° 1300938) résiliant, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2016, la convention de délégation de service public sus visée,

**VU** l'arrêt confirmatif de la Cour Administrative d'Appel de Marseille en date du 4 juillet 2016 (Req n° 15MA02336),

**VU** l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 25 octobre 2017 rejetant le pourvoi en cassation formé par la société CMN à l'encontre de la décision de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, sus visée (Req n° 403335),

**VU** la correspondance conjointe des exécutifs de la Corse Territoriale de Corse et de l'Office des Transports de la Corse en date du 24 mars 2016, remise à la SAS MCM par voie d'Huissier de Justice, informant notamment cette dernière de l'intention de la Collectivité de se porter acquéreur, au 1<sup>er</sup> octobre 2016, des cargos « Monte d'Oro » et « Paglia Orba »,

**VU** la correspondance en réponse de la SAS MCM en date du 27 juillet 2016, par laquelle ladite société a indiqué être disposée à céder à la Collectivité les cargos « Monte d'Oro » et « Paglia Orba » moyennant « un prix global de dix millions d'euros net vendeur à régler suivant des modalités à définir conjointement », avec mise à disposition effective à compter du 30 septembre 2017, et transfert de propriété avec effet différé à cette dernière date,

**VU** la délibération n° 16/184 AC en date du 6 septembre 2016 par laquelle l'Assemblée de Corse a, en substance, approuvé « *en l'état de la résiliation juridictionnelle avec effet au 1<sup>er</sup> octobre 2016 de la convention de délégation de service public maritime 2013-2023* », le principe de l'acquisition auprès de la SAS MCM des navires « Paglia d'Orba » et « Monte d'Oro » en application des dispositions de l'article 40 du contrat,

**VU** le rapport d'expertise contradictoire des navires « *Paglia d'Orba* » et « *Monte d'Oro* » établi par le cabinet d'expertises maritimes et fluviales Charles EVRARD, en date du 15 février 2018,

**SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,

**SUR** rapport de la Commission du Développement Economique, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement,

**SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Planification,

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE PREMIER :**

**RENONCE**, en l'état des conclusions du rapport d'expertise contradictoire des navires « *Paglia d'Orba* » et « *Monte d'Oro* » établi par le cabinet d'expertises maritimes et fluviales Charles EVRARD, en date du 15 février 2018, à l'acquisition desdits navires.

**ARTICLE 2 :**

**DONNE** mandat aux Présidents du Conseil Exécutif de Corse et de l'Office des Transports de la Corse à l'effet d'en informer la SAS MCM ainsi que la Commission Européenne.

**ARTICLE 3 :**

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI